



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.P)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH
191, Avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N° Affaire : 24A0051

Objet de la consultation :

ASSURANCES EN RESPONSABILITE CIVILE DU CHU DE MONTPELLIER PROMOTEUR DE RECHERCHES CLINIQUES

**Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et
du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande
publique**

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R.
2161-2 à 5 du code de la commande publique**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	OBJET ET DUREE DU MARCHÉ PUBLIC	4
1 - 1 -	OBJET	4
1 - 2 -	DECOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC	4
1 - 3 -	FORME ET DUREE	5
1 - 4 -	SOUS-TRAITANCE	5
1 - 5 -	EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE, REGLEMENTAIRE OU LEGISLATIVE (CLAUDE DE REEXAMEN)	5
ARTICLE 2 -	LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE (LAICITE ET NEUTRALITE)	6
ARTICLE 3 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 4 -	MODALITES D'EXECUTION	7
4 - 1 -	MARCHÉ ORDINAIRE	7
4 - 2 -	ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	7
4 - 3 -	ORDRES DE SERVICE	7
4 - 4 -	EXECUTION COMPLEMENTAIRE (CLAUDE DE REEXAMEN)	8
4 - 5 -	REEXAMEN DU MARCHÉ PUBLIC	8
ARTICLE 5 -	CLAUSES TECHNIQUES	8
5 - 1 -	LES CATEGORIES DE RECHERCHES	9
5 - 2 -	TERRITORIALITE	11
5 - 3 -	LIMITES ET FRANCHISES	11
5 - 4 -	DUREE DE GARANTIE	11
5 - 5 -	LES EXCLUSIONS AU CONTRAT	11
5 - 6 -	FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE	11
5 - 7 -	OBLIGATION DU SOUSCRIPTEUR	12
5 - 8 -	DOCUMENT A PRODUIRE PAR L'ASSUREUR	12
5 - 9 -	REALISATION DES AUDITS	12
ARTICLE 6 -	OPERATIONS DE VERIFICATIONS-DECISIONS APRES VERIFICATIONS	13
6 - 1 -	VERIFICATIONS SIMPLES	13
6 - 2 -	VERIFICATIONS APPROFONDIES	13
6 - 3 -	DECISIONS DE L'ACHETEUR OU DE LA PERSONNE QUALIFIEE DE L'ETABLISSEMENT PARTIE DU GHT	13
ARTICLE 7 -	OBLIGATIONS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE	13
ARTICLE 8 -	GARANTIE	13
ARTICLE 9 -	RETENUE DE GARANTIE	14
ARTICLE 10 -	MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	14
10 - 1 -	REPARTITION DES PAIEMENTS	14
10 - 2 -	CONTENU DES PRIX	14
10 - 3 -	PRIX DE REGLEMENTS	14
10 - 4 -	TRANCHES OPTIONNELLES (CLAUDE DE REEXAMEN)	15
ARTICLE 11 -	AVANCE	15
ARTICLE 12 -	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	15
ARTICLE 13 -	PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	15
13 - 1 -	MODE DE REGLEMENT	15
13 - 2 -	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	15
13 - 3 -	INTERETS MORATOIRES	17
ARTICLE 14 -	ESCOMPTES (CLAUDE DE REEXAMEN)	17
ARTICLE 15 -	CLAUDE DE PRIX PROMOTIONNEL (CLAUDE DE REEXAMEN)	17
ARTICLE 16 -	CLAUDE DE RISTOURNE – REMISE SUR CHIFFRE D’AFFAIRES	17
ARTICLE 17 -	RECUPERATION DES DONNEES	17
17 - 1 -	SUIVI DU MARCHÉ AU NIVEAU DU GHT	17
ARTICLE 18 -	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	18
ARTICLE 19 -	PENALITES	18
19 - 1 -	PENALITES D'INDISPONIBILITE	18
19 - 2 -	PENALITES POUR AUTRES LITIGES D’EXECUTION	18
19 - 3 -	PENALITES DE RETARD EN DEROGATION A L'ARTICLE 14.1 DU CCAG	18
19 - 4 -	PENALITES RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	19
19 - 5 -	PENALITES APPLICABLES EN CAS DE DETACHEMENT DE SALARIES ETRANGERS	19
19 - 6 -	PENALITES APPLICABLES EN CAS DE NON TRANSMISSION DE LA LISTE NOMINATIVE DES SALARIES SOUMIS A AUTORISATION DE TRAVAIL	20

19 - 7 -	PENALITES POUR DEFAUT DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA RECUPERATION DES DONNEES -----	20
19 - 8 -	PENALITES POUR NON-RESPECT DU REGLEMENT INTERIEUR DU CHU DE MONTPELLIER -----	20
19 - 9 -	PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE -----	20
ARTICLE 20 -	INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION -----	20
ARTICLE 21 -	LITIGES ET DIFFERENDS -----	21
21 - 1 -	DIFFERENDS -----	21
21 - 2 -	ATTRIBUTION DE COMPETENCE -----	21
ARTICLE 22 -	RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAUT -----	21
22 - 1 -	RESILIATION -----	21
22 - 2 -	CLAUDE DE NON RESILIATION -----	22
22 - 3 -	EXECUTION PAR DEFAUT -----	23
ARTICLE 23 -	SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE -----	23
ARTICLE 24 -	IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES -----	23
24 - 1 -	OBLIGATION D'INFORMATION -----	23
24 - 2 -	MODALITES DE POURSUITE DU MARCHE (CLAUDE DE REEXAMEN) -----	23
24 - 3 -	LA SUSPENSION DU MARCHE -----	24
24 - 4 -	RECEVABILITE D'UNE DEMANDE D'INDEMNISATION EN CAS DE POURSUITE DU MARCHE -----	24
24 - 5 -	PROLONGATION DU MARCHE -----	25
ARTICLE 25 -	REGLEMENTATION GENERALE DE PROTECTION DES DONNEES (RGPD) (MARCHES INFORMATIQUES OU TOUT MARCHE TRAITANT / SUSCEPTIBLE DE TRAITER DES DONNEES PERSONNELLES) -----	25
ARTICLE 26 -	OBLIGATIONS DU TITULAIRE -----	25
26 - 1 -	TRANSMISSION DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE L'ABSENCE DE MOTIFS D'EXCLUSION -----	25
26 - 2 -	MODIFICATION DES DONNEES ADMINISTRATIVES (CLAUDE DE REEXAMEN) -----	25
26 - 3 -	DISCRETION ET CONFIDENTIALITE -----	26
26 - 4 -	RESPECT DU REGLEMENT INTERIEUR DU CHU DE MONTPELLIER -----	26
ARTICLE 27 -	DEMATERIALIZATION DE L'EXECUTION DES MARCHES -----	26
ARTICLE 28 -	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX -----	27

1 - 1 - Objet

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signé le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

- CHU de Montpellier,
- Hôpitaux du bassin de Thau,
- CH de Clermont l'Hérault,
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-Bains,
- CH de Lodève,
- CH de Lunel,
- Ch de Millau,
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
- CH Emile Borel de Saint Affrique,
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron.

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CHU de Montpellier désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées:

ASSURANCES EN RESPONSABILITE CIVILE DU CHU DE MONTPELLIER PROMOTEUR DE RECHERCHES CLINIQUES

Le marché porte sur les prestations de service de l'établissement suivant :

- CHU de Montpellier

L'Administration se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire et, dans le cadre de l'accord-cadre à bons de commande, des services de même nature, similaires ou associés.

1 - 2 - Décomposition du marché public

1.2 - 1 - Tranches

Sans objet

1.2 - 2 - Lots

Le marché public est à lot unique – ASSURANCES EN RESPONSABILITE CIVILE DU CHU DE MONTPELLIER PROMOTEUR DE RECHERCHES CLINIQUES : Garantie des protocoles de recherches réalisés en France selon les catégories de risques prévues au BPU

1.2 - 3 - Phases

Sans objet

1 - 3 - Forme et durée

La consultation aboutira à un accord cadre à bons de commande avec montant maximum de 200 000 € HT conformément aux articles L.2125-1 1°, R.2162-1 et 2, R.2162-4 à 6 et R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

L'accord cadre à bons de commande sera conclu pour une durée de 1 an à compter du **23 avril 2025** ou de la date de sa notification si elle est postérieure.

La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée au **23 avril 2025**.

Clause de réexamen :

L'accord cadre à bons de commande sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de *4 ans* (période ferme comprise). En cas de non reconduction, le titulaire du marché ou de l'accord cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

L'accord-cadre prend fin le **22 avril 2029**.

1 - 4 - Sous-traitance

Le titulaire d'un marché public de services comportant des prestations de service de services est habilité à sous - traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur). Il renseignera notamment le cadre relatif aux capacités du sous-traitant et joindra en annexe les capacités économiques et financières et/ou les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant.

En outre, le titulaire du marché doit transmettre les attestations qui justifient que le sous-traitant ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, l'acheteur notifiera l'acte spécial au seul titulaire du marché.

1 - 5 - Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)

1.5 - 1 - Evolution technologique ou technique

Sans objet

1.5 - 2 - Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Ce changement fera l'objet de modifications de marchés publics.

ARTICLE 2 - **LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE (LAICITE ET NEUTRALITE)**

Sans objet

ARTICLE 3 - **DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS :

- L'acte d'engagement (**A.E**) et ses annexes complétées :
 - Annexe 1 - Bordereau de prix
 - Annexe 2 - Cadre des exclusions -
 - « Décision du pouvoir adjudicateur »
- Le cahier des Clauses Particulières (**C.C.P**) et ces annexes dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi :
 - Annexe 1 - Etat de la sinistralité
 - Annexe 2 - « Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers »
 - Annexe 3 - Développement durable
 - Annexe 4 - Cadre de réponses
 -
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (**C.C.A.G**) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021)
- L'offre technique : Le cadre de réponse, annexe 4 complétée et remise avec l'offre ainsi que ses annexes.
- Le règlement intérieur du CHU de Montpellier (non joint mais consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public ;

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

NOTA: Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION

4 - 1 - Marché ordinaire

Sans objet

4 - 2 - Accord-cadre à bons de commande

4.2 - 1 - Modalités de passation des commandes

Les commandes sont faites au fur et à mesure de la survenance des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par Direction de la Recherche et de l'Innovation qui comporteront :

- la référence à l'accord-cadre à bons de commande;
- la désignation du projet ;
- le prix d'engagement correspondant au prix de l'accord-cadre à bons de commande ;
- l'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement support.

Le bon de commande est établi sur la base du certificat délivré par l'assureur qui précise la catégorie de risque dont relève le protocole de recherche.

La facture sera donc émise en indiquant le N° du bon de commande en référence.

La facturation est exigée à l'inclusion du 1^{er} patient.

- En cas de modification du projet de recherche avant le démarrage du projet ou en cours de recherche, seul un changement de catégorie de risque aura une incidence sur le prix à la hausse ou à la baisse.
- En cas d'incidence à la baisse, un avoir sera émis de la différence de tarif prévu au BPU/catégorie.
- En cas d'incidence à la hausse, une facture complémentaire sera émise de la différence de tarif prévu au BPU/catégorie.
- En cas d'annulation du projet de recherche, un avoir correspondant au prix initialement facturé sera émis.

Il est rappelé que le formalisme et le circuit des bons de commande sont fixés par le pouvoir adjudicateur. Leur respect est indispensable au paiement de la facture.

Le fournisseur ne pourra pas imposer un circuit ou un formalisme particulier et ne pourra pas refuser d'assurer pour ces motifs sous peine de l'application des pénalités prévues à l'article 19.2 du présent CCP.

4.2 - 2 - Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande et pourront s'exécuter jusqu'à la date de la 1^{ère} inclusion dans la recherche.

4 - 3 - Ordres de service

Par dérogation à l'article 2 du CCAG FCS, les décisions relatives aux modalités d'exécution du marché public ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.

4 - 4 - Exécution complémentaire (clause de réexamen)

Sans objet.

4 - 5 - Réexamen du marché public

4.5 - 1 - Intégration de nouveaux membres GHT

Sans objet

4.5 - 2 - Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)

Pour les besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant maximum du marché, ni le montant de 10 000 euros HT.

4.5 - 3 - Cession de marché ou modification de la composition du groupement

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée dans les cas suivants :

Cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) d'un cotraitant,

Cas de décès d'un cotraitant,

Cas d'impossibilité pour un cotraitant d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait,

Cas de départ d'un cotraitant suite à un empêchement personnel qui ne lui permet pas de continuer à exécuter le marché.

Le départ d'un des membres du groupement pourra être autorisé par l'Acheteur dans les conditions suivantes :

-Le cotraitant devra prévenir l'acheteur de sa volonté de quitter le groupement par lettre motivée avec accusé de réception ;

-L'ensemble des membres du groupement doit autoriser le départ par écrit

-Le mandataire du groupement doit être en capacité de se substituer à ce cotraitant, ou, en l'absence de cette capacité de sous-traiter la part du cotraitant à une entreprise disposant des mêmes capacités. -

L'acheteur se prononce dans les 30 jours sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation. Le nouveau groupement doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

En cas de refus de la part de l'acheteur le marché sera résilié de plein droit sans indemnités.

ARTICLE 5 - CLAUSES TECHNIQUES

Le présent accord cadre à bons de commande a pour objet de satisfaire à l'obligation d'assurance garantissant la responsabilité civile du promoteur de recherches impliquant la personne humaine, du promoteur d'essais cliniques, et du promoteur d'investigations cliniques ou d'études des performances de dispositifs médicaux de diagnostic in vitro. Et également celle de tout intervenant à l'égard des personnes qui se prêtent à une recherche interventionnelle (article L 1121-10 et articles R. 1121-4 à R. 1121-9 du Code

de la Santé publique (CSP)), à un essai clinique (règlement européen n°2014/536), ou à une investigation clinique (règlement (UE) 2017/745) ou à une étude de performance (règlement européen n° 2017/746).

Le titulaire garantit les dommages subis par les participants ou ayant droit ayant donné leur accord de participation dans le cadre des différents types de projets de recherche dont le CHU de Montpellier est promoteur.

Il est demandé au titulaire, qu'un interlocuteur soit disponible toute l'année (jours ouvrés) pour répondre aux différents besoins du CHU.

5 - 1 - Les catégories de recherches

I- Recherches Catégorie 1

↳ Les recherches mentionnées au [1° de l'article L. 1121-1](#) du Code de la santé publique.

Les recherches interventionnelles impliquent une intervention non dénuée de risque pour les personnes qui y participent, et non justifiée par leur prise en charge habituelle, hors produits de santé.

II- Recherches Catégorie 2

↳ Les recherches mentionnées au [2° de l'article L. 1121-1](#) du Code de la santé publique.

Recherches interventionnelles à risques et contraintes minimales qui peuvent comporter des interventions ou des actes peu invasifs, dont la liste est fixée par un arrêté (Cf. [Arrêté du 17 février 2021](#) fixant la liste des recherches mentionnées au 2° de l'article L. 1121-1 du code de la santé publique)

III- Essais cliniques de médicaments à usage humain :

- Phase I ou première administration à l'homme

La phase I porte sur un petit nombre de volontaires sains ou de patients et se déroule dans des centres dûment agréés. C'est avant tout une étude de tolérance en fonction de la dose, destinée à déterminer en particulier la dose maximale tolérée. C'est aussi la phase des premières études pharmacocinétiques du produit.

- Phases II

La Phase II porte sur un nombre limité de malades. Elle a pour objectif d'étudier l'efficacité pharmacologique du produit (vérification de l'hypothèse) et de déterminer les posologies optimales. Elle concerne des traitements courts dans des indications simples et permettent aussi d'une part, l'étude de certaines interactions médicamenteuses et l'observation d'effets indésirables graves et d'autre part, la poursuite des recherches pharmacocinétiques.

- Phases III

La Phase III est celle des essais comparatifs qui porte sur plusieurs centaines voire milliers de malades. Le principe de l'essai comparatif repose sur l'attribution aléatoire des traitements et l'utilisation du double aveugle. C'est à l'issue de la phase III que l'efficacité thérapeutique de la molécule pourra être appréciée et que l'on aura une certaine idée de sa tolérance.

- Phase IV

La Phase IV, réalisé après commercialisation, a pour but de surveiller les effets et la sécurité du médicament à large échelle dans les conditions d'emploi définies par l'autorisation de mise sur le marché. Elle permet de mieux connaître le médicament en termes de sécurité, de mieux cerner ses conditions d'utilisation et d'ajuster sa place dans la stratégie thérapeutique de la maladie ciblée. Elle seule est à même de déceler des effets indésirables rares (mais parfois graves) que les effectifs restreints des phases précédentes ne permettent pas d'observer.

- **Préparation de thérapie cellulaire, tissus, organes, produits Sanguins Labiles (PSL)** qui ne répondent pas à la définition des spécialités pharmaceutiques ou autres médicaments, définies à l'Article L1243-1 du CSP.

IV- Investigations cliniques (IC) sur dispositif médical à usage humain

- **Degré de risque faible**

⇒ **Investigation clinique Cas n°1** : applicable aux DM de classe I et aux DM de classe IIa non invasifs.

IC portant sur :

- DM non marqué CE (y compris les DM sur mesure ou DM en interne dits « in house »² même s'ils ne font pas l'objet d'un marquage CE) quand l'IC vise à établir la conformité
- DM marqué CE, utilisé hors destination

⇒ **Investigation clinique Cas n°4.1** : Suivi clinique après commercialisation (SCAC) (DM marqué CE, toute classe, utilisé dans sa destination) avec des procédures additionnelles non lourdes et non invasives

- **Degré de risque modéré**

⇒ **Investigation clinique Cas n°3** :

SCAC DM marqué CE, utilisé dans sa destination et comportant des procédures additionnelles invasives/lourdes (toute classe de DM)

⇒ **Investigation clinique Cas n°4.2** : IC sur DM marqué CE (toute classe), utilisé dans sa destination sans objectif d'établissement de la conformité, et avec procédure additionnelle invasive ou lourde ou avec procédure additionnelle non invasive et non lourde (par exemple par des équipes d'établissement de santé avec un promoteur institutionnel)

- **Degré de risque élevé**

⇒ **Investigation clinique Cas n°2** : applicable aux DM de classe IIb non invasif, classe IIa et IIb, invasifs, classe III

IC portant sur :

- DM non marqué CE (y compris les DM sur mesure ou DM en interne dits « in house »² même s'ils ne font pas l'objet d'un marquage CE) quand l'IC vise à établir la conformité
- DM marqué CE, utilisé hors destination

⇒ **Investigation clinique Cas 4.3** : IC sur DM marqué CE (toute classe), utilisé hors destination sans objectif de marquage CE ou d'établissement de la conformité (par exemple par des équipes d'établissement de santé avec un promoteur institutionnel)

⇒ **Investigation clinique Cas 4.4** : IC sur DM non marqué CE (toute classe y compris DM sur mesure / DM en interne dits « in house »), sans objectif de marquage CE ou d'établissement de la conformité (par exemple par des équipes d'établissement de santé avec un promoteur institutionnel)

**Cf. Classe DM tel que prévu au Règlement Européen 745/2017*

V- Etudes de performances sur des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro

Conformément à l'article L1126-8 du Code de la Santé Publique : « Toute étude des performances à l'exception de celle qui ne comporte aucun risque ni contrainte et dans laquelle tous les actes sont réalisés et les produits utilisés de manière habituelle exige la souscription préalable, par son promoteur, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile telle qu'elle résulte du présent article et celle de tout intervenant, indépendamment de la nature des liens existant entre les intervenants et le promoteur .»

5 - 2 - Territorialité

Les recherches assurées sont celles réalisées en France métropolitaine et les DROM COM

5 - 3 - Limites et franchises

La garantie s'exerce dans les limites ci-après :

1 M€ par victime

6 M€ par protocole de recherche

10 M€ par année d'assurance

Les garanties sont sans franchise.

5 - 4 - Durée de garantie

La garantie s'applique aux réclamations adressées au CHU de Montpellier par les victimes pendant la durée de la recherche jusqu'à expiration du délai de prescription légal instituée par les textes.

5 - 5 - Les exclusions au contrat

Le candidat indiquera dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement la liste des exclusions.

Conformément aux dispositions de [l'article R1121-5 du code de la santé publique](#), sont exclus de la garantie les dommages subis par les victimes ou leurs ayant-droits dans les cas suivants :

- Les recherches n'ont pas lieu dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 1121-3, telles qu'elles ont été approuvées par le comité de protection des personnes en application de l'article L. 1123-7 et, le cas échéant, par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé ;
- Le consentement des personnes qui se prêtent à la recherche n'est pas recueilli dans les conditions prévues aux articles L. 1122-1-1, L. 1122-1-3 ou L. 1122-2 ;
- La recherche est réalisée sans que l'avis favorable du comité de protection des personnes et, le cas échéant, l'autorisation de l'autorité compétente prévus aux articles L. 1123-6 et L. 1123-8 aient été obtenus ;
- Les dispositions de l'article L. 1121-13 ne sont pas respectées ;
- La recherche a lieu en dépit d'une décision d'interdiction ou de suspension prise par l'autorité compétente mentionnée à l'article L. 1123-12.

5 - 6 - Fonctionnement de la garantie

La garantie est accordée à compter du début de la recherche, pour chaque protocole de recherche pour lequel une attestation a été émise.

La garantie court à compter de la date de prise d'effet inscrite sur l'attestation et jusqu'à la fin de l'étude, y compris lorsque l'étude se poursuit au-delà de la durée de l'accord-cadre et même en cas de modifications substantielles ou d'inclusion de nouveaux patients.

Pour l'application du contrat d'assurance, le début de la recherche correspond au recueil du consentement de la première personne qui se prête à la recherche considérée, dans les conditions prévues aux articles L. 1122-1-1, L. 1122-1-2 et L. 1122-2 CSP ou conformément aux règlements européens 536/2014 et 745/2017

Conformément aux dispositions de l'article L. 1121-10 du CSP, il est convenu, pour le fonctionnement de la garantie de responsabilité visée pour toute recherche mentionnée aux 1° ou 2° de l'article L. 1121-1 CSP pour tout essai clinique relevant du règlement européen 536/2014 et toute investigation clinique relevant du règlement européen 745/2017, ce qui suit :

La garantie d'assurance couvre les conséquences pécuniaires des sinistres trouvant leur cause génératrice dans une recherche mentionnée aux 1° ou 2° de l'article L. 1121-1 CSP, dès lors que la première réclamation est adressée à l'assuré ou son assureur entre le début de cette recherche et l'expiration d'un délai qui ne peut être inférieur à 10 ans, courant à partir de la fin de celle-ci.

Dans le cas où la personne qui s'est prêtée à la recherche est âgée de moins de dix-huit ans au moment de la fin de celle-ci, le délai minimal court à partir de la date de son dix-huitième anniversaire.

La fin de la recherche correspond au dernier acte d'investigation prévu au protocole et pratiqué sur la dernière personne qui se prête à la recherche considérée.

5 - 7 - Obligation du souscripteur

Pour chaque recherche, le souscripteur adresse au titulaire du marché les renseignements nécessaires à l'établissement de la garantie et de la prime :

- Intitulé de la recherche
- Référence du projet (Référence CHU de Montpellier),
- Nom de l'investigateur coordonnateur,
- Numéro d'enregistrement de la recherche (N° EU-CT si essais cliniques, ID-RCB pour les autres recherches, ou autre numéro d'identification en vigueur).
- Classification de la recherche,
- La durée prévisionnelle de la recherche,
- Le nombre prévisionnel de participant dans la recherche

En cas d'inclusion, le souscripteur devra obligatoirement fournir à l'assureur les pièces et renseignements suivants :

- Le protocole de la recherche, la notice d'information, le recueil de consentement,
- L'avis favorable/ l'autorisation ou la décision de l'autorité compétente
- Les dates effectives de début et de fin de recherche,
- Pour les recherches impliquant des personnes mineures, la date de naissance du plus jeune sujet se prêtant à la recherche considérée.

5 - 8 - Document à produire par l'assureur

L'assureur s'engage à délivrer à l'établissement assuré l'attestation d'assurance (mentionnant les références à la réglementation en vigueur), destinée à l'autorité compétente pour avis.

L'assureur s'engage également à transmettre une mise à jour de l'attestation d'assurance en cas de modification substantielle destinée aux autorités compétentes pour avis. Ce délai ne pourra pas excéder 5 jours ouvrés.

Le candidat indiquera dans son cadre de réponse le délai (en heures ouvré) maximum de délivrance de ces attestations à compter de la réception de la demande.

5 - 9 - Réalisation des audits

L'acheteur se réserve la possibilité de réaliser un ou plusieurs audit(s) sur les prestations objet du marché, qu'elles soient effectuées directement par le titulaire ou par un sous-traitant. Ces audits peuvent le cas échéant être réalisés par tout organisme extérieur indépendant et impartial (à la charge du CHU). Cet organisme ne peut être un concurrent du titulaire sur le périmètre des prestations objets du marché.

Un rapport d'audit est transmis au titulaire et au CHU.

Les opérations d'audit sont effectuées à distance ou depuis les locaux d'exécution des prestations, pendant les heures d'ouverture.

L'acheteur avise le titulaire par écrit quinze (15) jours ouvrés minimum à l'avance de la requête d'audit en en précisant la période et le périmètre.

Le Titulaire s'engage à collaborer loyalement avec l'auditeur et pour se faire, notamment à lui fournir tous documents et informations lui permettant d'effectuer sa mission.

En cas de résultat de l'audit ne respectant pas les conditions, le Titulaire propose un plan de correction et/ou une solution alternative dans un délai d'un mois.

ARTICLE 6 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS-DECISIONS APRES VERIFICATIONS

6 - 1 - Vérifications simples

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la prestation dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG FCS.

Elles consistent à vérifier la qualité des prestations de services.

Elles consistent également à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché public et ainsi que celle effectivement effectués.

En cas de non-conformité, l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT notifie sa décision sur le champ : le titulaire doit effectuer la prestation de service jugée de mauvaise qualité.

6 - 2 - Vérifications approfondies

Ces opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la prestation dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité avec les spécifications du marché public.

Les vérifications prévues ci-dessus sont effectuées dans le délai maximum de :

Vérifications quantitatives: 15 jours

Vérifications qualitatives: 15 jours

6 - 3 - Décisions de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS par l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Se reporter à l'annexe 3 - développement durable.

ARTICLE 8 - GARANTIE

Sans objet

ARTICLE 9 - RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 10 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

10 - 1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur et à ses cotraitants.

En cas de sous-traitance le montant des sommes à payer au sous-traitant est indiqué dans le formulaire de déclaration de sous-traitance.

10 - 2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

Le marché public est traité à prix unitaires hors taxe. Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

10 - 3 - Prix de règlements

Le marché n'est pas indexé.

Evolution des cotisations:

Sauf le cas d'une modification du risque et/ou aggravation de la sinistralité en cours de contrat (significative), le montant des cotisations mentionné au BPU ne peut être modifié en cours d'exécution.

Néanmoins en cas d'augmentation significative du risque l'assureur pourra réviser son prix, selon les conditions suivantes :

Clause de préavis

Le titulaire du marché public s'engage, à notifier à l'administration contractante par tous moyens permettant de déterminer la date avec précision (accusé de réception postal ou électronique), son bordereau de prix révisé et son nouveau barème (ou tarif) avec un préavis de 6 mois minimum avant la date prévue pour la révision.

L'acheteur accepte cette révision par une lettre d'acceptation.

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

Clause de butoir

La variation des prix du public ne saurait conduire à une augmentation annuelle supérieure à 5 % du montant du marché public ou de chaque prix de l'accord-cadre à bons de commande.

Clause de sauvegarde

La collectivité se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché public à la date du changement de prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 10 % l'an.

10 - 4 - Tranches optionnelles (clause de réexamen)

Sans objet

ARTICLE 11 - AVANCE

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, Le titulaire et son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %

Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes :

Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT, et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois. L'avance sera versée dans un délai de 50 jours maximum à compter de l'envoi du bon de commande.

ARTICLE 12 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du code de la commande publique.

ARTICLE 13 - PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

13 - 1 - Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique

13 - 2 - Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS et selon les modalités définies ci-dessous.

1/ Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

2/ Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
 - La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
 - Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
 - La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement : **Code service Chorus DRI : RECHCLI (*)** ;
 - La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
 - La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
 - Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
 - Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
 - Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU.

(*) Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail, en application de l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique.

Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- les mentions obligatoires

Le titulaire sera informé de ces modifications par l'acheteur par courrier

.

13 - 3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique :

- des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique :

le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 14 - ESCOMPTE (CLAUDE DE REEXAMEN)

Sans objet

ARTICLE 15 - CLAUDE DE PRIX PROMOTIONNEL (CLAUDE DE REEXAMEN)

Sans objet

ARTICLE 16 - CLAUDE DE RISTOURNE – REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES

Sans objet

ARTICLE 17 - RECUPERATION DES DONNEES

17 - 1 - Suivi du marché au niveau du GHT

Suivi du marché au niveau du GHT

Le titulaire s'engage à mettre en place un suivi du marché au niveau du GHT et à le transmettre au CHU de Montpellier Etablissement Support du GHT de L'EST Hérault et du Sud Aveyron. Cet état de reporting est à fournir chaque année, dans un délai de 1 mois après la date anniversaire du marché.

Il est à fournir à : Vincent CLAIR : vincent.clair@chu-montpellier.fr

Il indiquera conformément au format ci-dessous :

- Numéro de marché
- le nom de l'établissement bénéficiaire du marché,

- leur valorisation (Montant facturé en euros HT et TTC par établissements)
- La sinistralité
- Date de début et date de fin de période de reporting pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.

Cet état devra également être produit par le titulaire à la demande du CHU de Montpellier sous un délai de 15 jours à partir de la demande formulée par mail.

ARTICLE 18 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 19 - PENALITES

19 - 1 - Pénalités d'indisponibilité

Il n'est pas prévu de pénalités d'indisponibilité.

19 - 2 - Pénalités pour autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisées) ou des bons de livraison, des changements de référence sans accord préalable du CHU..., une pénalité forfaitaire de 40 euros par document non conforme pourra être appliquée.

19 - 3 - Pénalités de retard en dérogation à l'article 14.1 du CCAG

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des retards concernés et invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'appliquent.

Après trois courriers de mise en demeure restés infructueux, l'Assuré pourra résilier le contrat et demander à l'Assureur des pénalités pour non-respect des conditions contractuelles.

Eléments	Point de départ du délai	Délais	Pénalités	Mise en œuvre de la pénalité
Délai de transmission du contrat	à compter de la notification	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai de transmission de la sinistralité	à compter de la demande de l'assuré	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jourcalendaire	Simple demande de l'assuré
Délai de formulation d'une offre d'indemnisation	à compter de la réception du dossier complet et du rapport d'expertise	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jourcalendaire	Simple demande de l'assuré

Délai d'indemnisation des victimes	à compter de la réception du dossier complet	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	150€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai de transmission d'attestation d'assurance (initial + mise à jour)	à compter de la demande faite par l'assuré.	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai de nomination d'un expert	à compter de la déclaration du sinistre	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai d'envoi du rapport d'expertise	à compter du jour de l'expertise	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré
Délai de traitement des demandes de l'assuré - Par messagerie électronique - Par téléphone	à compter de la demande	Notifié dans le cadre de réponse du candidat	50€ net par jour calendaire	Simple demande de l'assuré

Pour les délais notifiés en heure dans le cadre de réponse du candidat, il est considéré qu'un jour ouvré comprend 7 heures.

En application des dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

19 - 4 - Pénalités relatives à la sous-traitance

19.4 - 1 - Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

L'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par l'acheteur.

19.4 - 2 - Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles à l'acheteur, expose l'entrepreneur, par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG FCS, à une pénalité journalière de 1500 euros. Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG FCS.

19 - 5 - Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

19.5 - 1 - Pénalités relatives la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de l'accusé de réception de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1 500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG FCS.

19.5 - 2 - Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

19 - 6 - Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée au présent CCAP expose le titulaire à une pénalité journalière de 1 500 euros.

19 - 7 - Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données

19.7 - 1 - Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données de suivi du marché

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les dates de reporting prévues à l'article 17 du CCAP, une pénalité de retard de 300 euros sera appliquée après mise en demeure préalable. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

19.7 - 2 - Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

19 - 8 - Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

En cas de violation du règlement intérieur du CHUM, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 150 euros par manquements constatés.

19 - 9 - Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable

Se reporter à l'annexe 3 - Développement durable.

ARTICLE 20 - INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION

Sans objet.

ARTICLE 21 - LITIGES ET DIFFERENDS

21 - 1 - Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 46 du CCAG FCS.

21 - 2 - Attribution de compétence

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

ARTICLE 22 - RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT

22 - 1 - Résiliation

Le contrat est résiliable annuellement moyennant le respect d'un préavis de six mois pour l'assureur (soit le dernier jour du mois concerné) et de quatre mois (soit le dernier jour du mois concerné) pour l'assuré, à compter de la date d'échéance.

Le contrat peut être résilié :

○ **Par l'Assuré :**

- En cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans le contrat et si l'Assureur refuse de réduire la cotisation en conséquence dans un délai de 10 jours à compter de la réclamation faite par l'Assuré, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant sa notification à l'Assureur.
- En cas d'**augmentation de la prime** (envoyée à l'Assuré, par lettre recommandée au moins 6 mois avant la date d'échéance), intervenant en dehors de toute modification des risques assurés, l'Assuré dispose de la faculté de résilier le contrat, par lettre recommandée adressée dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis d'échéance l'informant de la nouvelle tarification. La résiliation prendra effet à l'issue d'un délai minimum de QUATRE MOIS à compter de l'envoi de cette notification à l'Assureur. L'Assuré sera redevable d'une portion de cotisation calculée au prorata pour la période comprise entre la date d'échéance et la date de prise d'effet de la résiliation, sur la base du tarif précédemment en vigueur.

○ **Par l'Assureur :**

- En cas de non-paiement des cotisations (article L. 113-3 du Code des assurances).
- En cas d'aggravation du risque si le Souscripteur n'accepte pas la nouvelle cotisation proposée par l'Assureur. La garantie prendra fin dans le respect des conditions de résiliation indiquées au présent contrat.
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque, la résiliation étant acquise à l'expiration d'un délai de 10 jours suivant sa notification par l'Assureur au Souscripteur, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- En cas de redressement judiciaire de l'Assuré, dans un délai de trois mois à compter de la date du jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire. La résiliation prendra effet 10 jours après la notification adressée à l'Assuré ou à son Administrateur judiciaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

○ **De plein droit :**

- En cas de retrait total de l'Agrément de l'Assureur

Dans le cas d'une résiliation au cours d'une période d'assurance la portion de cotisation pour la période restante est remboursée au Souscripteur si elle a été payée d'avance. Toutefois, cette portion de cotisation est conservée par l'Assureur si le contrat a été résilié pour non-paiement de cotisation.

La résiliation est sans effet sur le versement des prestations immédiates ou différées, acquises ou nées durant son exécution.

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 38 à 43 du CCAG-FCS.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ainsi qu'en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes...).

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire est dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, l'acheteur pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique. Dans ce cadre, le titulaire sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner.

Conformément aux dispositions de l'article 43.5 du CCAG FCS, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS, le décompte de résiliation ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations objet du présent marché. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 46.1 du CCAG FCS.

22 - 2 - Clause de non résiliation

« Clause de non résiliation après une succession de sinistres en cours d'année »

L'Assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre autorisée au sein du Code des Assurances (article R 113.10).

Ladite clause de non résiliation après sinistre n'exclut pas une résiliation annuelle du contrat du fait de l'Assureur ou de l'assuré à compter de l'échéance du contrat.

Clause de non résiliation pour retard de paiement

Les assureurs renoncent à suspendre ou résilier les garanties si le retard de paiement est imputable à l'exécution des procédures et formalités administratives.

22 - 3 - Exécution par défaut

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à article 45.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 23 - SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 24 - IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Incidence d'une circonstance imprévisible et extérieure aux parties sur la poursuite du contrat

24 - 1 - Obligation d'information

En cas de circonstances imprévisibles telles que mentionnées à l'article 24 du CCAG FCS rencontrées en cours d'exécution du marché, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à ces circonstances

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact des circonstances sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à ces circonstances.

24 - 2 - Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen)

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, sur la substitution de matériaux, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le titulaire devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'événement, transmettre un mémoire à

l'acheteur justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'événement entraînent une hausse conséquence.

24 - 3 - La suspension du marché

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, l'acheteur peut décider de suspendre son exécution.

En application de l'article 24 du CCAG FCS, lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de cet événement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire. Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

24 - 4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

En cas de poursuite d'exécution du marché, le titulaire du marché pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'événement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'événement imprévisible., et notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

24 - 5 - Prolongation du marché

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables. Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article [L. 2125-1](#) du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois

ARTICLE 25 - REGLEMENTATION GENERALE DE PROTECTION DES DONNEES (RGPD) (MARCHES INFORMATIQUES OU TOUT MARCHÉ TRAITANT / SUSCEPTIBLE DE TRAITER DES DONNEES PERSONNELLES)

Par dérogation aux articles 6.2.2 et 6.2.3 du CCAG FCS le traitement des données à caractère personnel fera l'objet d'un contrat que le responsable de traitement (l'acheteur) et le sous-traitant (le titulaire) s'engagent à conclure dans les 15 jours suivant la notification du marché.

En cas de manquements à ces obligations, y compris l'absence de signature du contrat de traitement de données, le marché sera résilié pour faute, aux torts exclusifs du titulaire

ARTICLE 26 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

26 - 1 - Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion

Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5.

Le titulaire devra également fournir au CHU ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

26 - 2 - Modification des données administratives (clause de réexamen)

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Achat généraux
1 Place Jean Baumel
Centre Bellevue
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

Et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si l'acheteur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

26 - 3 - Discrétion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat. A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation

26 - 4 - Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

Ce dernier est consultable à l'adresse suivante. <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

ARTICLE 27 - DEMATERIALISATION DE L'EXECUTION DES MARCHES

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG FCS par l'article 1.4 du CCAP.
Dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG FCS par l'article 19.4 du CCAP.
Dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article 3 du CCAP.
Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS par l'article 3 du CCAP.
Dérogation aux articles 6.2.2 et 6.2.3 du CCAG FCS par l'article 25 du CCAP.
Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 19.3 du CCAP.
Dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS par l'article 19.3 du CCAP.
Dérogation à l'article 42 du CCAG FCS par l'article 22-1 du CCAP.
Dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS par l'article 11 du CCAP.
Dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS par l'article 28.1 du CCAP.